

La filière Bio demande l'intégration de l'agriculture Bio dans le quatrième programme d'investissement d'avenir et le plan « France 2030 »

La Maison de la Bio, association nouvellement créée regroupant six des principaux syndicats du secteur, dénonce l'absence quasi totale de mention de la Bio dans le programme d'investissement d'avenir 4 (PIA4) et « France 2030 ». Elle propose d'en faire l'un des piliers majeurs de ces investissements, après ceux de la robotique, du numérique et de la génétique.

Puteaux, le 8 décembre 2021 - Le 5 novembre dernier, le gouvernement a présenté ses deux stratégies d'accélération au service de la troisième révolution agricole et de l'alimentation santé, issues du PIA4, en complément du plan « France 2030 ». Ce programme doit financer les meilleures solutions visant à pérenniser l'ensemble du secteur agroalimentaire français, autant en matière de souveraineté économique et alimentaire, que de santé publique et de respect de l'environnement.

Les 2,9 Mds € cumulés du PIA4 et de « France 2030 » bénéficieront au numérique, à la robotique et à la génétique, essentiels à l'agriculture de demain. La Bio, tout aussi indispensable, doit être le quatrième pilier de ce plan, afin de respecter pleinement le souhait du Président de la République « d'investir dans une alimentation saine, durable et traçable ».

L'augmentation des risques climatiques, la perte de Biodiversité et l'instabilité économique et sociale croissante, font de la Bio un enjeu stratégique pour la France et l'Europe. Historiquement à l'avant-garde de l'agriculture européenne, la France doit maintenir son leadership sur les questions agroalimentaires : la Bio peut et doit en devenir l'une de ses composantes essentielles.

Mettre le PIA4 et « France 2030 » au service de la Bio, c'est :

- **soutenir** 6% du marché agroalimentaire et cosmétique en France ;
- **permettre** à l'Etat d'accompagner les conversions en respectant son objectif annoncé de 18% de Surfaces Agricoles Utiles Bio en 2027 (l'objectif de 15% de SAU Bio en 2022 ne pouvant être atteint de l'aveu même du gouvernement) ;
- **compenser** partiellement les déséquilibres entre la part de la Bio dans la production et la part des aides de la PAC reçues, comme la part des Contributions Volontaires Obligatoires (les « CVO » collectées par les interprofessions) supportées par la filière Bio et le poids de la Bio dans les actions de communication financées par celles-ci.

Au-delà de ce décalage injuste et incohérent avec les objectifs de politique publique, l'enjeu d'investissement dans la Bio est tout aussi clé que celui d'investir dans le numérique, la robotique ou la génétique. Le leadership de la transition vers la Bio comporte des enjeux :

- **de souveraineté** : développer un écosystème Bio solide sur la durée permettrait de préserver ce qui fait la force de l'agriculture française, en supprimant l'utilisation massive de produits phytosanitaires dans l'agriculture conventionnelle qui empoisonne et appauvrit les sols.
- **sanitaires** : des études scientifiques ces dix dernières années démontrent avec certitude que la Bio est vertueuse : les produits ont des niveaux de résidus de pesticides quasiment inexistantes (car interdits pendant la culture) et des qualités nutritives particulièrement élevées.
- **économiques et sociaux**, se déclinant par des aides de la PAC pour chaque pays européen, auxquelles s'ajoutent des subventions nationales. La France, première puissance agricole européenne, doit rattraper les niveaux de subventions beaucoup plus élevés de ses voisins européens (Allemagne, Italie, Espagne, etc.)

C'est pourquoi la Maison de la Bio demande au gouvernement d'identifier les voies et moyens pour permettre aux opérateurs des stratégies d'accélération concernées d'intégrer une proportion significative d'actions ou de projets relevant de la Bio.

Rester à l'avant-garde de l'agriculture européenne, en étant à ce même niveau d'investissement dans la Bio, est stratégique. Il faut profiter de l'avantage économique que représente l'ensemble de la filière. Le développement du secteur est vertueux pour l'économie et l'emploi, la Bio étant plus intensive en main d'œuvre et offrant une valeur ajoutée bien supérieure au conventionnel. C'est aussi le moyen de revaloriser des métiers souvent dénigrés dans la population, y compris chez les agriculteurs eux-mêmes. Passer à côté de cette opportunité présente un risque de déclassement de la Ferme France, de pertes d'emplois et de valeur à moyen terme.

A propos de la Maison de la Bio – www.lamaisondelabio.com

La Maison de la Bio a été créée afin de réunir les six principaux syndicats des filières Bio, représentant 10 000 entreprises issues de l'agriculture, de l'alimentation, de la distribution, des cosmétiques et des compléments alimentaires. L'association défend une transition écologique et alimentaire juste, pragmatique et positive. Son objectif est d'améliorer de manière continue la Bio autour des valeurs de durabilité, de solidarité, d'équité et de volonté d'innover.

La Maison de la Bio est aussi sur les réseaux sociaux :

 [LinkedIn](#)

Contact presse – Agence Bien Commun Advisory :

Mail : maisondelabio@bcadvisory.fr

Tél : +33 (0)6 45 41 83 11 / +33 (0)6 76 14 02 02